



COMMUNIQUÉ

Dynamique économique Nord-Sud : L'Afrique est la porte de l'Europe, affirme Ali Bongo Ondimba

Paris, le 7 décembre 2013 – *Au Sommet de l'Élysée pour la Paix et la Sécurité en Afrique, intervenant lors de la séance à huis clos 'Partenariat économique et développement', le président gabonais a défendu la logique du gagnant-gagnant en souhaitant des délocalisations industrielles vers l'Afrique en croissance. Une position qui fait écho à la Déclaration finale fixant l'objectif d'un doublement du volume d'échanges croisés Afrique-France en cinq ans.*

En présence de 53 délégations africaines et des représentants des Nations unies, de l'Union africaine, de l'Union européenne, du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement, Ali Bongo Ondimba a pris la mesure des enjeux de la mondialisation dans le contexte de l'Afrique émergente : « Le moment est venu, a-t-il dit, de mettre en place et de donner vie à un nouveau cadre de partenariat nord-sud qui repose sur une logique gagnant-gagnant ». Le continent offre en effet des perspectives économiques très prometteuses, en tant que deuxième moteur de croissance mondiale après l'Asie. Avant de devenir, dans le demi-siècle à venir, grâce à son potentiel naturel et humain, le premier.

Le choix de la transformation locale

Pour le chef de l'Etat gabonais, ce sommet franco-africain organisé sur un mode plus ouvert et plus consultatif que par le passé a été l'occasion de mieux faire connaître les ambitions nationales, notamment en matière économique. « Dès 2020, rappelle Ali Bongo Ondimba, plus aucune matière première - qu'il s'agisse de bois ou de minerai - ne sera exportée sans avoir subi au moins une première transformation localement ». Un choix stratégique qui se trouve conforté par la Déclaration finale du sommet appelant à la promotion d'une « croissance de qualité, créatrice d'emplois, fondée sur une mobilisation équilibrée du capital physique, humain et naturel », donc durable et inclusive.

Un développement à intérêts partagés avec l'Europe, et la France qui ambitionne de doubler le volume d'échanges croisés avec le continent en cinq ans. Pour cela, remarque le président Bongo Ondimba, « il apparaît de leur intérêt de délocaliser leurs industries dans les pays africains afin de se rapprocher des sources d'approvisionnement, de bénéficier des revenus engendrés par des économies d'échelle et de profiter d'une main d'œuvre disponible ». Afin d'être prêt à tirer profit de cette nouvelle approche, le Gabon met en œuvre un plan de renforcement des capacités des ressources humaines pour garantir un transfert de technologie (école du bois, institut du pétrole et école des mines et de la métallurgie) et promeut la mise en place du fonds Train My Generation pour la formation de la jeunesse.

Win-Win plutôt que la frilosité

Fort d'un taux de croissance six fois plus fort que la France, faiblement endetté et engagé dans des partenariats sud-sud de plus en plus nombreux, le Gabon illustre bien cette 'nouvelle Afrique' autour de laquelle la Commission Védrine a élaboré une réflexion stimulante pour l'ancienne puissance coloniale : jusqu'à 200.000 emplois pourraient être créés en 5 ans en France si les entreprises multipliaient par deux leurs investissements africains. Un 'win-win' souligné par le chef de l'Etat, qui invite à tourner le dos à la frilosité : « La France, et plus largement les pays européens, disposent d'un tissu abondant de petites et moyennes entreprises qui pourraient elles aussi partir à la conquête de nouveaux marchés sur le continent africain. Il en est de même pour les entreprises africaines, qui elles aussi devraient rechercher à être plus compétitives en Europe ».

« Car, il y a une évidence que personne ne peut contester : l'Afrique est la porte de l'Europe ».

FIN